



UNE EUROPE SÛRE DANS UN MONDE MEILLEUR


JAVIER SOLANA,

**HAUT REPRESENTANT DE L'UE
POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE
ET DE SÉCURITÉ COMMUNE**

**CONSEIL EUROPÉEN,
Thessaloniki, 20/06/2003**

FOR FURTHER DETAILS:

Cristina Gallach - Spokesperson of the Secretary General, High Representative for CFSP

+32 (2)285 6467 / 8239 / 5150 / 5151  +32 (0)2 285 5694

internet: <http://ue.eu.int/newsroom>

e-mail: presse.cabinet@consilium.eu.int

UNE EUROPE SÛRE DANS UN MONDE MEILLEUR

Introduction

L'Europe n'a jamais été aussi prospère, aussi sûre, ni aussi libre. La violence de la première moitié du vingtième siècle a cédé la place à une période de paix et de stabilité sans précédent dans l'histoire européenne.

La création de l'UE a constitué un facteur essentiel de cette évolution. Elle a transformé les relations entre nos États, et la vie de nos citoyens. Les pays européens

ont à cœur de traiter pacifiquement les différends et à coopérer par le biais d'institutions communes. Pendant cette période, les régimes autoritaires sont devenus des démocraties sûres, stables et dynamiques. Les élargissement successifs font du projet d'un continent uni et pacifique une réalité.

En tant qu'union de vingt-cinq États, avec une population dépassant 450 millions de personnes et une production représentant un quart du produit national brut (PNB) mondial, l'Union européenne est un acteur mondial; elle doit être prête à partager la responsabilité de la sécurité dans le monde.

Les États-Unis ont joué un rôle capital dans cette réussite par le soutien qu'ils ont apporté à l'intégration européenne et par leur engagement en faveur de la sécurité de l'Europe par le biais de l'OTAN.

La fin de la guerre froide n'a pas mis fin aux menaces qui pèsent sur la sécurité ni aux défis que doivent relever dans ce domaine les pays européens. Le déclenchement du conflit dans les Balkans a rappelé que la guerre n'a pas disparu de notre continent.

Au cours de la décennie écoulée, aucune région du monde n'a été épargnée par les conflits. La plupart de ces conflits ont eu lieu à l'intérieur d'États plutôt qu'entre États. Pendant cette période, des forces européennes ont été déployées à l'étranger plus souvent que pendant n'importe quelle décennie antérieure, y compris dans des pays aussi éloignés que l'Afghanistan, le Congo ou le Timor oriental.

*Aucun pays ne peut s'attaquer
entièrement seul aux problèmes
complexes d'aujourd'hui.*

La fin de la guerre froide a laissé les États-Unis dans une position dominante en tant qu'acteur militaire; aucun autre pays ou groupe de pays ne dispose de

capacités comparables. Néanmoins, aucun pays ne peut s'attaquer entièrement seul aux problèmes complexes d'aujourd'hui.

En tant qu'union de vingt-cinq États dont la population dépasse 450 millions de personnes et produisant un quart du produit national brut (PNB) mondial, l'Union européenne est, qu'on le veuille ou non, un acteur mondial; elle doit être prête à partager la responsabilité de la sécurité dans le monde.

I. SÉCURITÉ: DE NOUVELLES MENACES DANS UN NOUVEL ENVIRONNEMENT

Le nouvel environnement

L'environnement de l'après-guerre froide se caractérise par des frontières de plus en plus ouvertes. Les flux d'échanges et d'investissements, le développement de la technologie et les progrès de la démocratie ont apporté plus de liberté et de prospérité à bien des gens. Ces évolutions ont élargi la marge de manœuvre dont disposent des groupes non étatiques pour jouer un rôle dans les affaires internationales. Malgré ces tendances encourageantes, de nombreux problèmes demeurent non résolus et certains d'entre eux se sont aggravés.

Les conflits régionaux continuent d'entretenir l'instabilité, de perturber les activités économiques et de réduire les possibilités qui s'offrent aux populations concernées. Les problèmes tels que ceux du Cachemire et de la péninsule coréenne ont une incidence directe et indirecte sur les intérêts européens, tout comme les conflits qui sévissent

plus près de chez nous, surtout au Moyen-Orient.

Près de trois milliards de personnes, soit la moitié de la population mondiale, vivent avec moins de deux euros par jour. Quarante-cinq millions de personnes continuent de mourir chaque année de faim et de malnutrition. L'Afrique subsaharienne est plus pauvre aujourd'hui qu'elle ne l'était il y a dix ans. Dans bien des cas, l'échec de la croissance économique est lié à des problèmes politiques et à des conflits violents. Dans certaines régions du monde, notamment l'Afrique subsaharienne, un cycle d'insécurité s'est mis en place.

Depuis 1990, les guerres ont coûté la vie à près de quatre millions de personnes, dont 90 % de civils. Plus de dix-huit millions de personnes dans le monde ont quitté leur domicile ou leur pays à cause d'un conflit.

La mauvaise gestion des affaires publiques se trouve souvent au cœur de ces problèmes. La corruption, l'abus de pouvoir, la faiblesse des institutions et l'irresponsabilité rongent

les États de l'intérieur et contribuent à l'insécurité régionale. La sécurité est une condition nécessaire au développement. Non seulement les conflits détruisent les infrastructures, y compris les infrastructures sociales, mais ils encouragent également la criminalité, découragent les investissements et rendent impossible une activité économique normale. Un certain nombre de pays et de régions risquent d'être pris dans un cycle infernal de conflits, d'insécurité et de pauvreté.

Même si elle ne constitue pas une menace stratégique au sens où on l'entend normalement, la montée des températures annoncée par la plupart des scientifiques pour les prochaines décennies sera probablement source de turbulences supplémentaires et de mouvements migratoires dans un certain nombre de régions du monde.

La dépendance énergétique est également une source de préoccupation. L'Europe est le principal importateur mondial de pétrole et de gaz. Les importations représentent aujourd'hui environ 50 % de la consommation d'énergie. Ce chiffre se montera à 70 % en 2030. La plupart des importations de produits énergétiques proviennent du Golfe, de Russie et d'Afrique du Nord.

Trois grandes maladies infectieuses sévissant à l'échelle mondiale - le sida, la tuberculose et la malaria - ont tué plus de six millions de personnes en 2002, en grande majorité en Afrique.

Les nouvelles menaces

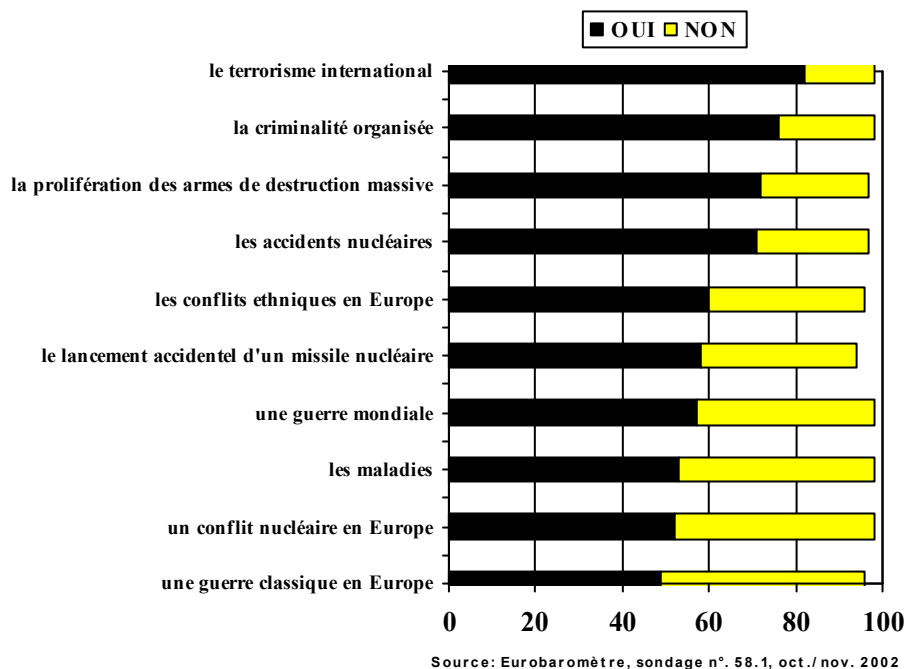
Une agression de grande envergure contre l'un ou l'autre des États membres est actuellement improbable. En revanche, l'Europe est confrontée à de nouvelles menaces qui sont plus diversifiées, moins visibles et moins prévisibles. En particulier, elle doit faire face à trois menaces essentielles.

De quoi ont peur les citoyens de l'Union européenne ?

Le terrorisme:

Le terrorisme international constitue une menace stratégique. Il met des vies en danger; il entraîne des coûts énormes; il menace l'ouverture et la tolérance de nos sociétés. Le nouveau terrorisme est différent des organisations auxquelles nous

sommes habitués. Non seulement il est international, communiqué par les réseaux électroniques et dispose de ressources conséquentes, mais il est également exempt des contraintes qui pèsent sur les organisations terroristes traditionnelles. Celles-ci souhaitent généralement acquérir un soutien politique et font donc preuve d'une certaine modération; en dernier ressort, elles peuvent être disposées à abandonner la violence pour la négociation. Les nouveaux mouvements terroristes semblent désireux de recourir à une violence illimitée et de faire un grand nombre de victimes. C'est la raison pour laquelle l'idée de se procurer des armes de destruction massive leur paraît séduisante alors qu'elle ne l'est pas pour les organisations terroristes traditionnelles.



L'Europe constitue à la fois une cible et une base d'opération pour ces terroristes. Des bases logistiques pour les cellules d'Al-Quaïda ont été découvertes au Royaume-Uni,

en Italie, en Allemagne, en Espagne et en Belgique. Al-Qaïda a explicitement désigné les pays européens comme cibles potentielles. Des attentats majeurs ont été prévus sur notre territoire mais, heureusement, contrecarrés.

La vague terroriste la plus récente est liée à un fondamentalisme religieux virulent. Les causes en sont complexes et comptent notamment les pressions exercées par la modernisation, les crises culturelle, sociale et politique et l'aliénation des jeunes vivant dans des sociétés étrangères. Ce phénomène fait également partie de notre propre société.

La prolifération des armes de destruction massive constitue la menace la plus importante à la paix et à la sécurité des pays. Les régimes prévus par les traités internationaux et les mécanismes de contrôle des exportations ont contribué à ralentir la prolifération des ADM et de leurs vecteurs. Il n'en reste pas moins que nous entrons désormais dans une période nouvelle et lourde de dangers, où l'on risque davantage d'assister à une course aux ADM, en particulier au Moyen-Orient. La prolifération de la technologie des missiles ajoute un nouvel élément d'instabilité et placera l'Europe dans une situation de vulnérabilité croissante.

Le scénario le plus effrayant est celui où l'on verrait des groupes terroristes acquérir des armes de destruction massive. Ce risque augmentera à mesure que la prolifération se poursuit. Dans cette hypothèse, un petit groupe serait à même d'infliger des dégâts d'une ampleur qui, jusqu'il y a peu, n'aurait pu être envisagée que pour des États ou des armées.

Dans ce cas, la dissuasion n'aboutirait à rien. Les progrès réalisés dans le domaine des sciences biologiques peuvent, dans les années à venir, augmenter la puissance des armes biologiques; les attaques au moyen de matières chimiques et radiologiques constituent également une possibilité sérieuse.

La dernière fois que des ADM ont été utilisés, c'était en 1995, lorsque la secte terroriste Aoum utilisa du gaz sarin dans le métro de Tokyo. On dénombra 12 morts et plusieurs milliers de blessés. Deux ans auparavant, Aoum avait propagé des spores d'anthrax dans une rue de Tokyo, mais ne réussit à tuer que des oiseaux et des animaux.

États en déliquescence et criminalité organisée. Dans de nombreuses régions du monde, la mauvaise gestion des affaires publiques, les conflits civils et la possibilité d'obtenir facilement des armes de petit calibre se sont traduits par l'affaiblissement des structures étatiques et sociales. Dans certains cas, cette situation a failli entraîner l'effondrement des institutions étatiques. La Somalie, le Liberia et l'Afghanistan constituent les exemples récents les plus connus. La faiblesse de l'État est souvent exploitée (et parfois causée) par des éléments criminels. Dans plusieurs pays producteurs de drogue, les revenus issus de celle-ci ont aggravé l'affaiblissement des structures étatiques; en Afghanistan, les recettes de la drogue ont permis aux Taliban et à plusieurs milices privées de rester au pouvoir. Lorsque les États font défaut, c'est la criminalité organisée qui prend le relais. Les activités criminelles qui sont menées dans de tels États portent atteinte à la sécurité de l'Europe. De grands flux illicites de drogue et de migrants arrivent en Europe via les Balkans, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale.

Le fait est que la conjugaison de tous ces éléments – un terrorisme fermement résolu à user d'une violence maximale, la possibilité d'avoir accès à des armes de destruction massive et la déliquescence de systèmes étatiques pourrait nous exposer à une menace extrêmement sérieuse.

II. OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Ce monde nouveau offre à la fois les perspectives les plus prometteuses que l'humanité ait jamais connues et un avenir plus terrifiant. C'est notre action qui permettra en partie de déterminer quel scénario prévaudra. Le présent document propose trois objectifs stratégiques pour l'Union européenne. Tout d'abord, nous pouvons apporter une contribution particulière à la stabilité et à la bonne gestion des affaires publiques dans notre voisinage immédiat. Ensuite, et de manière plus générale, nous devons mettre en place un ordre international fondé sur un véritable multilatéralisme. Enfin, nous devons nous attaquer aux menaces, qu'elles soient nouvelles ou anciennes.

Nous devons mettre en place un ordre international fondé sur un véritable multilatéralisme.

Étendre la zone de sécurité autour de l'Europe

Même à l'ère de la mondialisation, la géographie garde toute son importance. Il est dans l'intérêt de l'Europe que les pays situés à nos frontières soient bien gouvernés. Les voisins engagés dans des conflits violents, les États faibles où la criminalité organisée s'épanouit, les sociétés défailtantes ou une croissance démographique explosive aux frontières de l'Europe constituent pour elle autant de problèmes.

Si elles accroîtront notre sécurité, la réunification du continent européen et l'intégration des États adhérents auront également pour effet de rapprocher l'Europe des zones de troubles. Notre tâche doit être de promouvoir, à l'est de l'Union européenne et aux frontières du bassin méditerranéen, un arc de pays bien gouvernés avec lesquels nous pourrions avoir des relations étroites et fondées sur la coopération.

La région qui illustre le mieux l'importance de cet élément, ce sont les Balkans, où l'Union européenne, avec l'OTAN et d'autres partenaires, s'emploie à assurer la stabilité, la bonne gestion des affaires publiques et l'intégration la plus poussée possible de la région dans l'Europe. Cet effort devra être poursuivi pendant quelques années encore.

À la suite des échecs qu'elle a connus dans les années quatre-vingt-dix, l'Union européenne a, ces dernières années, considérablement renforcé sa présence dans la région encore fragile des Balkans occidentaux. Elle a aidé à la stabilisation de la situation dans le sud de la Serbie et dans l'ARYM et a contribué aux arrangements constitutionnels entre la Serbie et le Monténégro. L'Union européenne a pris le relais des Nations Unies en ce qui concerne la mission de police en Bosnie-Herzégovine, et de l'OTAN pour ce qui est de l'opération militaire en ARYM. Le processus de stabilisation et d'association a permis à l'Union européenne de mettre en place un cadre efficace favorisant les réformes et la réalisation de progrès sur la voie de l'Europe.

Il n'est pas dans notre intérêt que l'élargissement crée de nouvelles lignes de division en Europe. Nous devons faire bénéficier nos futurs voisins orientaux (l'Ukraine, la

Moldova et le Bélarus des avantages de la coopération économique et politique tout en apportant une solution aux problèmes politiques que connaissent ces pays. Nous devrions porter un intérêt plus grand aux problèmes du Caucase du Sud qui, le moment venu, constituera également une région voisine.

Le règlement du conflit israélo-arabe constitue pour l'Europe une priorité stratégique. En l'absence d'un tel règlement, il n'y aura guère de chances de résoudre les autres problèmes du Moyen-Orient. Depuis plus de vingt ans, l'Union européenne participe aux efforts déployés sur ce dossier dont l'intérêt demeure essentiel, et que le Quartet s'emploie désormais à faire avancer.

D'une manière générale, la zone méditerranéenne reste confrontée à de graves problèmes de stagnation économique, de tensions sociales et de conflits non résolus. Les intérêts de l'Union européenne exigent un engagement suivi à l'égard des partenaires méditerranéens grâce à une coopération plus efficace dans les domaines économique, sécuritaire et culturel, dans le cadre du processus de Barcelone.

Renforcer l'ordre international

Dans un monde où les menaces, les marchés et les médias ont une dimension planétaire, notre sécurité et notre prospérité dépendent de l'existence d'un système véritablement multilatéral. Nous devrions nous donner pour objectif de construire une société internationale plus forte, des institutions internationales qui fonctionnent bien et un ordre international fondé sur un ensemble de règles.

Il est heureux que, depuis la fin de la guerre froide, des institutions clés du système international telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les institutions financières internationales (IFI) aient gagné de nouveaux membres. La Chine a accédé à l'OMC et la Russie a demandé à le faire. Un de nos objectifs devrait être de favoriser un plus grand nombre d'adhésions à ces institutions tout en maintenant leur niveau élevé d'exigence.

Les relations transatlantiques constituent un des maillons essentiels du système international, non seulement au regard de nos intérêts bilatéraux mais aussi parce qu'elles renforcent la communauté internationale dans son ensemble. L'OTAN est une des expressions principales de cette relation.

Les organisations régionales renforcent également la gouvernance mondiale. Pour l'Union européenne, la force et l'efficacité de l'OSCE et du Conseil de l'Europe revêtent une importance particulière. D'autres organisations régionales comme l'ASEAN, le MERCOSUR et l'Union africaine sont des partenaires importants.

Les relations internationales ont pour cadre fondamental la Charte des Nations Unies. Une des priorités de l'Europe doit être de renforcer l'organisation des Nations Unies, en la dotant des moyens nécessaires pour remplir sa mission et mener une action efficace. Si nous voulons que les organisations internationales, les régimes et traités jouent leur rôle face aux menaces qui pèsent contre la paix et la sécurité internationales, nous devons être prêts à agir lorsque leurs règles ne sont pas respectées.

Les relations internationales ont pour cadre fondamental la Charte des Nations Unies.

Une des conditions d'un ordre international fondé sur le droit est que les lois évoluent en fonction de faits nouveaux tels que la prolifération des armements, le terrorisme et le réchauffement planétaire. Il est de notre intérêt de continuer à développer des institutions existantes telles que l'Organisation mondiale du commerce et à apporter notre soutien aux nouvelles telles que la Cour pénale internationale.

La qualité de la société internationale dépend de la qualité des gouvernements qui en sont les piliers. La meilleure protection qui soit, pour notre sécurité, est un monde fait d'États démocratiques bien gouvernés. Propager la bonne gouvernance, lutter contre la corruption et l'abus de pouvoir, instaurer l'État de droit et protéger les droits de l'homme: ce sont-là les meilleurs moyens de renforcer l'ordre international.

Les politiques commerciales et les politiques de développement peuvent constituer des outils puissants de promotion des réformes. En tant que principaux pourvoyeurs mondial d'aide officielle, l'Union européenne et ses États membres sont bien placés pour poursuivre ces objectifs. Un des éléments importants d'une stratégie de l'Union européenne pour la sécurité devrait être de contribuer à une meilleure gouvernance par des programmes d'aide, par la conditionnalité et par des mesures commerciales ciblées. Un monde qui, d'une manière visible, offre à tous la justice et à chacun sa chance sera plus sûr pour l'Union européenne et pour ses citoyens. Un engagement préventif peut permettre d'éviter que des problèmes graves se présentent dans l'avenir.

Un monde qui, d'une manière visible, offre à tous la justice et à chacun sa chance sera plus sûr pour l'Union européenne et pour ses citoyens. Un engagement préventif peut permettre d'éviter que des problèmes graves se présentent dans l'avenir.

Un certain nombre de pays se sont mis en dehors de la société internationale. Certains ont choisi l'isolement; d'autres persistent à violer les normes internationales au niveau de leur gouvernance nationale ou de leur comportement sur le plan international.

Il est souhaitable que ces pays rejoignent la communauté internationale. Ceux qui se refusent à le faire devraient comprendre qu'il y a un prix à payer, notamment dans leurs relations avec l'Union européenne.

Faire face aux menaces

L'Union européenne a cherché activement à faire face aux menaces que représentent le terrorisme, la prolifération des armements et les États en déliquescence/la criminalité organisée.

- Elle a réagi aux événements du 11 septembre par une série de décisions, dont la création du mandat d'arrêt européen, des mesures de lutte contre le financement du terrorisme et un accord d'entraide judiciaire avec les États-Unis.

Les menaces d'aujourd'hui sont plus lointaines, plus dynamiques et plus complexes.

- Elle mène depuis de nombreuses années une politique de lutte contre la prolifération des armements. L'Union vient d'approuver un nouveau programme d'action qui prévoit des mesures destinées à renforcer l'Agence internationale de l'énergie atomique, des mesures renforçant les contrôles à l'exportation, des mesures visant à lutter contre les cargaisons illicites et contre la passation illicite des marchés.
- L'Union européenne et les États membres sont intervenus pour aider des États en déliquescence à se remettre sur pied, notamment dans les Balkans, en Afghanistan, à Timor-Est et en Afrique (tout dernièrement au Congo).

Il y a lieu de souligner un certain nombre de points communs à ces menaces et à la manière dont il convient de les aborder.

Les menaces de l'ère nouvelle sont souvent lointaines. À l'ère de la mondialisation, les menaces lointaines peuvent néanmoins être aussi préoccupantes que celles qui nous visent de plus près. Les activités nucléaires en Corée du Nord, les risques nucléaires en Asie du Sud et la prolifération des armements au Moyen-Orient sont des sources d'inquiétude pour l'Europe. Les terroristes sont désormais en mesure d'opérer dans le monde entier: leurs activités en Asie centrale ou en Asie du Sud-Est peuvent constituer une menace pour des pays européens ou leurs ressortissants. Par ailleurs, du fait de la communication mondiale, les tragédies humanitaires qui se produisent dans des États en déliquescence, où qu'ils se trouvent, peuvent susciter de vives préoccupations dans l'opinion européenne.

Face aux nouvelles menaces, c'est à l'étranger que se situera souvent la première ligne de défense.

Notre concept traditionnel d'auto-défense (jusqu'à la guerre froide et pendant toute sa durée) répondait à la menace d'invasion. Face aux nouvelles menaces, c'est à l'étranger que se situera souvent la première ligne de défense.

Les nouvelles menaces sont dynamiques. Si rien ne vient les contrer, elles deviendront plus dangereuses. Les risques de prolifération augmentent avec le temps; si rien n'est fait pour les démanteler, les réseaux terroristes deviendront encore plus dangereux (nous aurions dû nous attaquer à Al Qaida beaucoup plus tôt). La faillite

des États et la criminalité organisée se répandent si on néglige d'y remédier, ainsi que nous l'avons constaté en Afrique de l'Ouest.

Cela signifie que nous devrions être prêts à agir avant qu'une crise se produise. Il n'est jamais trop tôt pour prévenir des conflits et des menaces.

Contrairement à la menace massive et visible du temps de la guerre froide, aucune des menaces actuelles n'est purement militaire et ne peut être contrée par des moyens purement militaires.

Contrairement à la menace massive et visible du temps de la guerre froide, aucune des menaces actuelles n'est purement militaire et ne peut être contrée par des moyens purement militaires. À chacune il faut opposer divers moyens d'action. La

prolifération peut être maîtrisée par les contrôles à l'exportation et contrée au moyen de pressions politiques, économiques et autres, dès lors que l'on s'attaque aussi à ses causes politiques sous-jacentes. Pour faire face au terrorisme, il faut parfois combiner le recours au renseignement et les moyens politiques, militaires et autres. Dans les États en déliquescence, des instruments militaires peuvent être nécessaires pour rétablir l'ordre, et des moyens humanitaires pour remédier à la crise dans l'immédiat. Les instruments économiques permettent de reconstruire et la gestion civile des crises aide à restaurer un gouvernement civil. L'Union européenne est particulièrement bien outillée pour répondre à des situations aux aspects aussi multiples.

III. IMPLICATIONS POLITIQUES POUR L'EUROPE

Au cours de ces dernières années, l'Union européenne a progressé dans la définition, développé une politique étrangère cohérente et une politique d'un mode de gestion des crises plus efficace. Nous avons mis en place des instruments performants, comme nous l'avons démontré dans les Balkans (et, depuis lors, plus largement). Toutefois, si nous voulons que notre contribution soit à la hauteur de notre potentiel, il nous faut être plus actifs et plus cohérents et développer nos capacités.

Plus actifs dans la poursuite de l'ensemble de nos objectifs stratégiques. En particulier, il faut définir des politiques plus actives pour faire face au dynamisme des menaces nouvelles. En tant qu'Union constituée de 25 membres, qui consacre un montant total de 160 milliards d'euros à la défense, nous devrions être en mesure, si nécessaire, de mener plusieurs opérations simultanément. Nous devons développer une culture stratégique propre à favoriser des interventions précoces, rapides et, si nécessaire, vigoureuses. A cet égard, il faudrait envisager notamment des opérations faisant appel à des capacités tant militaires que civiles. Il s'agit-là d'un domaine dans lequel notre contribution pourrait apporter une valeur ajoutée particulière. Une Union européenne plus active est une Union dont le poids politique sera plus grand dans toutes les situations, y compris lorsqu'il n'est envisagé d'intervenir ni sur le plan militaire ni sur le plan civil.

*Nous devons développer
une culture stratégique
qui facilite une
intervention précoce,
rapide et, si nécessaire,
vigoureuse.*

Plus cohérents. La raison d'être de la politique étrangère et de sécurité commune et de la politique européenne en matière de sécurité et de défense est qu'en agissant ensemble, nous sommes plus forts. Ces dernières années, nous avons créé un certain nombre d'instruments différents, dont chacun possède sa structure et sa justification propres. L'enjeu, aujourd'hui, consiste à regrouper les différents instruments et les différentes capacités: les programmes européens d'assistance, les capacités militaires et civiles des États membres et d'autres instruments tels que le Fonds européen de développement. Tous les éléments peuvent avoir une incidence sur notre sécurité et celle des pays tiers. La sécurité est la condition première du développement. Notre objectif devrait être de créer une synergie en adoptant une approche plus cohérente et plus globale.

Les efforts diplomatiques, les politiques en matière de développement, de commerce et d'environnement devraient poursuivre le même objectif. Dans une situation de crise, rien ne remplace l'unité de commandement.

Une cohérence plus poussée ne doit pas seulement être instaurée entre les instruments de l'UE, elle doit aussi englober les activités extérieures des différents États membres. L'aide extérieure de l'Union s'élève à un montant de quelque sept milliards d'euros par an; or, les États membres y consacrent un montant total dix fois supérieur.

Développement des capacités. Une Europe dotée de capacités renforcées est à notre portée, même s'il nous faudra du temps pour concrétiser pleinement notre potentiel. Nous devons examiner en particulier les questions suivantes:

- Davantage de ressources pour la défense. Si nous envisageons sérieusement de faire face aux nouvelles menaces et de nous doter de forces mobiles plus souples, nous devons accroître les ressources consacrées à notre défense.
- Parmi les moyens de défense existant dans l'Union européenne, il y a de nombreux doubles emplois. Recourir systématiquement à des moyens mis en commun et partagés permettrait de réduire les frais généraux et, à moyen terme, de renforcer les capacités.
- Renforcer les capacités visant à permettre aux moyens civils de mieux jouer leur rôle dans les situations de crise et postérieures aux crises. En particulier, nous devrions examiner comment mettre en place des dispositifs plus efficaces pour la planification et le soutien aux missions dans le domaine civil. Dans la quasi-totalité des interventions majeures, l'efficacité militaire est suivie d'un chaos civil.
- Une capacité diplomatique plus solide. La diplomatie est tout aussi importante que les capacités civiles et militaires, si nous voulons faire le meilleur usage politique possible des autres ressources. Les menaces auxquelles nous devons faire face ont une origine plus lointaine et étrangère que durant la guerre froide. De ce point de vue, il est nécessaire d'acquérir une meilleure connaissance des pays étrangers. Nous disposons de plus de 45 000 diplomates. Là encore, la mise en commun des moyens permettrait de renforcer les capacités. Nous devons concevoir un système permettant de combiner les ressources des États membres avec celles dont disposent les Institutions de l'UE.
- Mieux partager le renseignement entre les États membres et les partenaires: Une évaluation commune de la menace constitue la meilleure base d'une action commune.

- À mesure que nous renforçons nos capacités dans les différents domaines concernés, nous devrions réfléchir à l'élargissement d'un spectre des missions. Outre les missions de Petersberg, ce spectre pourrait inclure des opérations de désarmement conjointes, l'aide aux pays tiers dans la lutte contre le terrorisme et dans les réformes en matière de sécurité. Ce dernier aspect devrait s'inscrire dans le cadre d'un développement institutionnel plus large.

Coopérer avec nos partenaires Il n'existe pour ainsi dire aucun problème que nous puissions résoudre seuls. Les menaces évoquées ci-dessus sont des menaces communes que nous partageons avec l'ensemble de nos partenaires les plus proches. La coopération internationale est une nécessité. Nous devons poursuivre nos objectifs aussi bien par la coopération multilatérale au sein des organisations internationales que par le biais de partenariats avec d'autres acteurs ou régions clés.

*En œuvrant de concert,
l'Union européenne et les
États-Unis peuvent
constituer une formidable
force au service du bien
dans le monde.*

À ce titre, la relation transatlantique est irremplaçable. En œuvrant de concert, l'Union européenne et les États-Unis peuvent constituer une formidable force au service du bien dans le monde. En développant nos capacités et en renforçant notre cohérence, nous deviendrons un acteur plus crédible et un partenaire plus influent.

Nous devrions continuer de renforcer notre capacité de coopérer avec d'autres acteurs clés. L'Union européenne entretient des relations avec des partenaires dans le monde entier, mais, dans le courant des prochaines années, nous devrions nous attacher en particulier à établir des partenariats stratégiques avec la Russie, le Japon, la Chine, le Canada et l'Inde. Ces partenaires jouent un rôle de plus en plus important dans leur région respective, et au-delà. Aucune de nos relations ne sera exclusive. Nous sommes prêts à nous engager dans un partenariat dynamique avec tout pays qui partage nos objectifs et nos valeurs, et à lui apporter notre soutien.

Conclusion

Ce monde présente de nouveaux dangers, mais il offre également de nouvelles possibilités. L'Union européenne dispose d'un potentiel qui lui permettra, si elle parvient à devenir un acteur à part entière, de contribuer de manière importante aussi bien à faire face aux menaces qu'à tirer parti des possibilités qui se présenteront. Une Union européenne dynamique et dotée de capacités suffisantes aurait du poids sur la scène mondiale. Elle contribuerait ainsi à un système véritablement multilatéral conduisant vers un monde plus équitable et plus sûr.
